

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 29/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GIE DE LA FORET**

LE CHEF DU BOIS  
22270 Plédéliac

Références : [référence à compléter](#)  
Code AIOT : 0052203117

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement GIE DE LA FORET implanté LE CHEF DU BOIS 22270 Plédéliac. L'inspection a été annoncée le 28/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

PPC

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GIE DE LA FORET
- LE CHEF DU BOIS 22270 Plédéliac
- Code AIOT : 0052203117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

GIE

**Thèmes de l'inspection :**

- Suivi station de traitement

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Dispositif de sécurité	Arrêté Préfectoral du 04/04/2016, article 4-4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des éléments techniques de l'unité	Arrêté Préfectoral du 04/04/2016, article 2	Sans objet
2	Respect du traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 04/04/2016, article 3	Sans objet
3	Respect sur la gestion des dysfonctionnement	Arrêté Préfectoral du 04/04/2016, article 5,2	Sans objet
4	Autosurveillance : bilan matière	Arrêté Préfectoral du 04/04/2016, article 3.7.1.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sécurisation de la lagune (grillage) et du regard proche du réacteur non conforme .

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Respect des éléments techniques de l'unité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2016, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Unité traitement effluent.
<b>Prescription contrôlée :</b>  2.1 - conformément aux plans et données techniques annexés à la demande, l'installation dispose de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une séparation de phase en tête;: FILTRAMAT (produisant un co-produit ci-après dénommé "refus de tamis") ;</li> <li>• un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées avec système d'oxygénation par diffusion fines bulles;</li> <li>• une séparation du lisier traité par filtration secondaire des boues: SKIMMAT (produisant deux co-produits ci-après dénommés "refus de filtration" et "effluent épuré");</li> <li>• un hangar de stockage des résidus organiques (refus de tamis + refus de filtration);</li> <li>• deux lagunes de stockage de l'effluent épuré.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Conforme, Remplacement du SKIMMAT par une presse à vis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Respect du traitement des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2016, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Unité traitement effluent.
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Cette unité de traitement doit traiter les déjections produites dans les installations détaillées ci-dessous :</p> <p>Exportation vers le GIE :</p> <p>GAEC DU CHEF DU BOIS</p> <p>6064 Volume (m<sup>3</sup>)</p> <p>24700 Azote (kg)</p> <p>14711 Phosphore (kg)</p> <p>GAEC COAT BIHAN</p> <p>4973 Volume (m<sup>3</sup>)</p> <p>33568 Azote (kg)</p> <p>18027 Phosphore (kg)</p> <p>EARL SIMEON</p> <p>3937 Volume (m<sup>3</sup>)</p> <p>15440 Azote (kg)</p> <p>9197 Phosphore (kg)</p> <p>EARL PLANCONNAIS</p> <p>3553 Volume (m<sup>3</sup>)</p> <p>13282 Azote (kg)</p> <p>7849 Phosphore (kg)</p> <p>Total</p> <p>18527 Volume (m<sup>3</sup>)</p> <p>86990 Azote (kg)</p> <p>49784 Phosphore (kg)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme pour le GIE,  Les importateurs envoient la moitié de ce qui était prévu en terme d'azote et de phosphore et envoient 14 798m<sup>3</sup> contre 18527m<sup>3</sup> de prévu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Respect sur la gestion des dysfonctionnement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2016, article 5,2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Unité traitement effluent.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>5.2. – En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier est stocké sur les installations des membres du GIE, en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement et après saturation des capacités de stockage, soit l'exploitant présente un mode de résorption équivalent soit les effectifs animaux des installations des membres du GIE sont réduits en rapport avec la capacité maximale d'exportation des plans d'épandage dans le respect de l'équilibre de la fertilisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Autosurveillance : bilan matière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2016, article 3.71.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Unité traitement effluent.
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bilans sont adressés bimestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils sont annexés au cahier d'exploitation.
<b>Constats :</b>  conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Dispositif de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2016, article 4-4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Unité traitement effluent.
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les ouvrages de stockage (hisiers bruts, effluent épuré) et le réacteur biologique de 1612 m3 (RO1) doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.
<b>Constats :</b>  non conforme, La sécurisation de la lagune est à revoir ainsi que la sécurisation du regard.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective